



Acte mis en ligne le : 14/01/2025

Accusé de réception en préfecture  
044-214401093-20241224-2024SRC97-AR  
Date de télétransmission : 24/12/2024  
Date de réception préfecture : 24/12/2024

## INTERDICTION D'EXPLOITER

26, rue de Strasbourg, rez-de-chaussée, local commercial « Optic 2000 »

À Nantes

### MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** les constatations faites le 24 décembre 2024, par un agent du Service Risques et Crises de la Ville de Nantes, des conséquences de l'incendie du 24 décembre 2024 ayant affecté le local commercial exploité par l'opticien « Optic 2000 » au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 26, rue de Strasbourg à Nantes,

**Considérant** les dégradations dans l'ensemble du magasin et l'absence d'alimentation en électricité,

**Considérant** les risques résiduels pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

### ARRÊTE :

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir son exploitation, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, le local commercial au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 26, rue de Strasbourg à Nantes, **est interdit à l'exploitation.**

**Article 2** - Le présent arrêté sera notifié au gérant du local commercial.

**Article 3** - Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

**Article 4** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 24 DEC. 2024

Robin SALECROIX,

Le Conseiller municipal délégué,  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, le Conseiller municipal délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le

24 DEC. 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à [dpd@nantesmetropole.fr](mailto:dpd@nantesmetropole.fr) ou par voie postal à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

2024SRC97